

Pour une nouvelle théologie politique

Article rédigé par , le 02 avril 2009

LA CRITIQUE DE THIBAUD COLLIN

Présentant son dernier livre aux catholiques soucieux d'engagement, Denis Sureau appelle moins à la résistance qu'à la sécession politique : Il n'est plus vrai que l'on puisse rêver de revitaliser la société de l'intérieur. Ses prétendues élites sont corrompues à un point que notre position, nous catholiques, ne peut être que la dissidence, de la contestation, et de la reconstruction à partir de nos propres bases (*Leforumcatholique.org*). Et pour que le message soit bien clair, il ajoute : La fraude fiscale et la désobéissance civile deviennent des actes moraux.

Ces propos, toute proportion gardée, font penser à ceux qui, en leur temps, firent réagir Aron aux appels de Sartre à la désertion des appelés du contingent en Algérie. Aron trouvait le propos facile et irresponsable. Si Denis Sureau n'est certes pas sartrien, que penser de son appel à la dissidence ? L'auteur s'explique lui-même en exposant les racines intellectuelles de sa position dans son livre qui peut être vu comme une introduction à la lecture de quelques théologiens anglo-saxons contemporains.

Retrouver l'unité

Après un premier chapitre resituant la question de la théologie politique depuis les années trente (disons de l'Action française à la théologie de la libération), Denis Sureau présente quinze théologiens. Qu'ils soient catholiques, anglicans ou encore mennonites, ces chercheurs ont en commun de redonner à la théologie toute son ampleur culturelle, sociale et politique.

Il s'agit pour eux de sortir de ce complexe d'infériorité né lors de la grande séparation post-médiévale entre une raison métaphysique et scientifique impériale et une théologie réduite à s'occuper d'un Étant suprême, accessible par un acte de foi subjectif. Retrouver cette royauté de la science divine, son enracinement dans l'expérience ecclésiale et d'abord liturgique, bref retrouver l'unité vitale de la vie chrétienne là où la modernité a divisé le réel en sphères, tel est le programme. Refuser l'abstraction et la séparation inhérentes à la modernité, c'est revendiquer que la théologie est le seul mode d'approche concret et intégral du monde humain.

Denis Sureau présente donc les différentes voies pour atteindre cet objectif de dynamitage de la raison séculière dans le champ social et politique. Citons quelques noms : A. Nicols, S. Hauerwas, J. Milbank, C. Pistock, J.H. Yoder, W. Cavanaugh. Certains de ces auteurs étant toujours inaccessibles en langue française, il faut remercier Denis Sureau de nous proposer la cartographie d'un courant si stimulant par les critiques et les affirmations qu'il avance.

L'ordre de l'Église

Le point qui nous paraît le plus à caution est la manière dont l'auteur, reprenant Milbank, critique le père de Lubac.

En effet, bien qu'il souligne l'influence du traitement lubacien du surnaturel sur les théologiens politiques, il souligne une incohérence dans la manière dont le théologien va l'appliquer aux rapports de l'Église et de la société : Quand il parle de l'Église, Lubac est attentif à éviter une vision sociologique faisant de cette société et de ses membres des éléments spatialement extérieurs l'un à l'autre. Or ce souci s'efface lorsqu'il s'agit des relations entre l'Église et la société séculière, qu'il pense en termes de contraste individu/société – comme s'il avait oublié que, dans les chapitres précédents, il avait montré que l'Église est aussi une société. Lubac retombe dans un sociologisme qui construit un champ purement "social" à l'extérieur duquel peut se tenir l'individu. Et ce champ est un domaine autonome avec lequel l'Église ne doit pas interférer, sauf lorsque des actions sociales affectent la sphère morale et religieuse, laquelle a un caractère particulièrement "individuel" (p. 42).

Lubac se contredit-il ou bien Sureau ne voit-il pas que le jésuite ne déduit justement pas une théologie politique de sa réflexion sur le surnaturel pour des raisons intrinsèques ? La Cité de Dieu n'est pas le plan d'une cité idéale ici-bas ; l'Église n'est pas une société alternative aux sociétés humaines, car les deux ne sont pas sur le même plan.

Certes la théologie peut porter sur le politique mais en prenant en compte la réalité de l'ordre politique humain. Sinon, elle se transforme davantage en politique théologique qui ne peut être au mieux qu'une utopie. Pourquoi ? Parce que la dimension politique de l'existence humaine affronte la question du mal, de la violence, afin de produire un ordre le plus juste possible. D'ailleurs Pascal, à la suite de saint Augustin, avait perçu que la politique, dans la mesure où elle porte les concupiscences du cœur humain, reposait aussi sur elles, conséquence du péché originel.

Cela ne signifie pas que l'ordre politique doive être laissé à l'abandon. L'Église ne cesse de souligner que la politique est affaire de prudence, vertu matrice des autres vertus et elle-même assumée et transfigurée par la charité. C'est pourquoi l'action politique relève ultimement de la théologie morale et de la vie sacramentelle et spirituelle. Repoussant les attitudes dévote et cynique, l'Église, dans son gouvernement bi-millénaire, a toujours refusé l'écrasement des ordres et a toujours cherché à tirer le meilleur profit du temporel pour annoncer à temps et à contre-temps l'Évangile.

http://www.amazon.fr/Pour-une-Nouvelle-Th%C3%A9ologie-Politique/dp/2845737181/ref=sr_1_1?ie=UTF8&

Parole et Silence 2008 172 17,00 Non 17,00 €